

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

Lycée professionnel : le MEN lance un comité de suivi et envisagerait la suppression des parcours différenciés

Antonin Gouze

7-9 minutes

"Procéder aux ajustements nécessaires du parcours différencié" et "accompagner à long terme l'évolution du lycée professionnel", c'est, selon le ministre de l'Éducation nationale Édouard Geffray, l'objectif du "comité de suivi de la voie professionnelle", lancé le 8 janvier 2026. Les organisations syndicales contactées par AEF info saluent la probable suppression du parcours différencié, qui devrait être annoncée fin février. Par ailleurs, à partir d'avril 2026, le MEN organisera de nouveaux groupes de travail pour recueillir des propositions sur l'avenir de la voie professionnelle.



Le SNPDEN voit dans ce comité l'opportunité de "bilanter les mesures de la réforme du lycée professionnel portée par Carole Grandjean". Shutterstock - industryviews

Lors d'une visioconférence avec les personnels de direction le lundi 5 janvier 2026, Édouard Geffray a fait part de son "interrogation" sur les parcours personnalisés en fin d'année de terminale professionnelle – dont l'organisation avait été décrite tant par les OS que par un rapport parlementaire ([lire sur AEF info](#)) – et annoncé la tenue d'un "comité de suivi de la voie professionnelle" le jeudi 8 janvier.

Au lendemain de la tenue de ce comité – présidé par l'ancien président du CEE Daniel Auverlot – le ministre indique sur [LinkedIn](#) le 9 janvier qu'il doit être "un lieu de dialogue utile et fécond pour accompagner à long terme l'évolution du lycée professionnel" et notamment "procéder aux ajustements nécessaires du parcours différencié".

Selon les informations recueillies par AEF info, étaient présents à ce comité de suivi : Édouard

Geffray, Daniel Auverlot, le haut-commissaire Éric Garnier, Nourhoda Himich et Dominique Catoir de l'IGESR, les services du MEN (cabinet, Dgesco, CEE, Onisep), l'ensemble des fédérations syndicales de l'Éducation nationale, quatre organisations de l'enseignement professionnel privé, la FCPE, l'Apel, ou encore Régions de France.

En termes de calendrier, le MEN veut réunir les organisations lors de GT bilatéraux, et effectuer des annonces sur les parcours différenciés avant le 22 février, où s'ouvrira la période de réserve préalable aux élections municipales. Ensuite, à partir du mois avril s'ouvrira une deuxième phase de GT, pour recueillir des propositions des sujets de moyen et long terme.

un comité salué par les syndicats

Contacté par AEF info, le SNPDEN-Unsa se félicite de la création de ce comité qui permettra "d'établir un bilan de la réforme de la voie professionnelle" que le syndicat demandait. L'organisation souligne qu'Édouard Geffray a "impulsé personnellement ce comité du suivi" et par là même "recentré la voie professionnelle du côté de l'Éducation nationale", même si elle indique vouloir "évidemment continuer de travailler avec les entreprises", rappelle Olivier Beaufrère, secrétaire national.

De son côté le Snuep-FSU salue la "volonté du ministre de créer de la concertation, ce qui avait disparu depuis plusieurs années" et affiche sa satisfaction que le MEN veuille "dresser un tableau qualitatif et quantitatif de la voie professionnelle, en s'appuyant sur la Dgesco et la Depp", note Axel Benoist, secrétaire général. Le syndicat réclame cependant l'accès au rapport de l'IGESR sur les parcours différenciés, remis au MEN en septembre 2025 mais toujours pas publié.

Le secrétaire général du Snetaa-FO, Pascal Vivier, fait quant-à-lui part de son "agréable surprise" à propos de la tenue de ce comité "qui fixe enfin un objectif et un calendrier".

LA fin probable du parcours en Y

Même si, à ce jour, et contacté par AEF info, le MEN n'a pas officiellement formulé sa volonté de supprimer les parcours différenciés pour l'année scolaire 2026-2027, le SNPDEN indique qu'il "souhaite annoncer rapidement la fin de ce dispositif, d'ici la fin du mois de janvier". Ce dont le syndicat se réjouit, car Olivier Beaufrère indique la nécessité "de préparer la rentrée 2026", et donc d'avoir "la confirmation que ce dispositif ne sera pas reconduit pour une troisième année".

Ayant réclamé sa suppression ([lire sur AEF info](#)) le Snuep voit un "signe positif" dans le possible abandon des parcours différenciés et la "reconnaissance de son échec" par le ministre. Axel Benoist alerte cependant sur les délais resserrés pour annoncer une modification ou une suppression des parcours, liés à l'approche de la période de réserve d'un mois des élections municipales, qui débutera le 23 février. "Il ne faudrait pas qu'en l'absence de temps pour tout caler, les annonces du ministre soient des annonces de communication qui ne résolvent pas les problèmes de fond", dit-il.

De même, Pascal Vivier accueille favorablement la fin des parcours et souligne le calendrier resserré avant les annonces ministérielles, mais affiche la volonté du Snetaa de "travailler toutes les semaines jusqu'au 22 février" et de "soumettre des propositions lors des réunions bilatérales avec le ministre".

Les parcours différenciés de fin de terminale professionnelle sont déjà aménagés cette année scolaire avec une réduction de leur durée et un changement de calendrier pour les épreuves ([lire sur AEF info](#)).

de nouveaux gT en avril, pour recueillir des propositions

Lors du comité de suivi Édouard Geffray aurait évoqué l'organisation de "deux ou trois groupes de travail à partir du mois d'avril 2026" afin de "permettre aux organisations de faire des propositions sur plusieurs sujets clés", indique à AEF info Olivier Beaufrère du SNPDEN. L'organisation se veut

"force de proposition" et veut "travailler activement" au sein du comité, notamment sur le sujet de l'orientation.

Le syndicat veut aussi que le comité de suivi permette de "réaliser un bilan des 12 mesures de la réforme Grandjean, voir quels éléments peuvent être retravaillés pour être maintenus et ceux qui doivent être abandonnés". Tout en rappelant que les mesures retenues devront "laisser de l'autonomie aux EPLE, pour prendre en compte les spécificités des territoires".

Dans le cadre de ces GT, le Snuep veut pousser pour "davantage de temps à l'école pour les élèves de LP", notamment en "réfléchissant à une formation en 4 ans, pour que les élèves en sortent avec plus de maturité". "Cela montrerait l'ambition du MEN pour la voie professionnelle", appuie Axel Benoist. Il appelle également à "arrêter de multiplier les injonctions aux PLP, à travers des dispositifs chronophages qui leur enlèvent des heures face aux élèves", et enfin à "allouer les moyens nécessaires face à la poussée démographique en LP".

Pascal Vivier souligne "l'ambition du ministre de refonder l'enseignement professionnel pour 2027-2028" et cite plusieurs chantiers que son organisation mettra à l'agenda des GT à venir. Le Snetaa veut ainsi que "l'orientation des élèves de collège se fasse de façon plus longue, avec un vrai enseignement à l'orientation".

Il veut aussi "redonner les bases dans les enseignements généraux aux jeunes", mais "sans rajouter une année supplémentaire au bac pro". Enfin, il souligne la nécessité d'une "refonte des appellations des diplômes, qui comprennent des acronymes que ni les entreprises, ni les familles, ni les élèves ne comprennent, ce qui complique l'orientation".